L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No. 23 RUE DU CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN 12 AOUT.

Assemblée Nationale.

Séance du 23 juillet.

VERSAILLES 24.

Voici longtemps que nous n'avions entendu et vu M. Feltetan! Cette honorable estimable illustration qui eut son moment jour de gloire, du moins son heure de bruit, et qui a gouverné la France tout autant que Louis XIV et même un peu davantage, se tenait recueilli dans sa contemplation des œuvres de M. Thiers; sa connaissance était sans bornes, comme son respect; il se consolait d'admirer et ne songeait guère à interroger; survient le 24 mai, et tous les scrupules de M. Feltetan s'évanouissent; comme M. Jules Favre, son collègue, il a toujours du respect, mais son esprit ne s'affranchit plus de l'examen des actes du pouvoir. Il demande, il réclame, il veut qu'on publie le Livre jaune! —Soit, lui répond le ministre des affaires étrangères, la réclamation peut être tardive n'en est pas moins fondée; ce n'est pas le gouvernement actuel qui a interrompu le cours de cet usage, aussi ne voit-il aucun inconvénient à le reprendre. On applaudit à droite, on se tait à gauche, et l'Assemblée procède à divers scrutins sur des projets de loi, portant ouverture de divers crédits extraordinaires.

On aborde enfin le projet de loi Ernoul. M. Gambetta ayant parlé trois fois à la quinzaine qui vient de s'écouler, nous ne pouvions éviter d'entendre M. Brisson. Il prend donc la parole, et quand M. Brisson tient la parole, on arracherait plutôt M. Ricard à son silence que M. Brisson à son discours. M. Brisson est solennel et copieux, c'est un fleuve débordé dans un canal. D'autres font grand, M. Brisson fait long. Veut-on nous permettre une comparaison un peu risquée? M. Brisson est un ver solitaire qui dévore sans discrétion les heures de l'Assemblée et consomme beaucoup sans rien produire. Il n'approuve pas la loi parce que l'Assemblée ne peut pas déléguer à ses commissions la moindre fraction de son pouvoir délibérant; on peut charger une commission d'instruire et de préparer, mais non de délibérer et de décider, autrement on risque de violer les droits de la minorité.

M. Lucien Brun répond à M. Brisson, car la Chambre semble résolue à ne terminer cette débat aujourd'hui. M. Brisson a mal apprécié la loude 1819: sous le régime de cette loi, les chambres effrayées devaient prendre l'initiative de la demande des poursuites; le projet actuel n'a pour but que de permettre à la commission d'autoriser les poursuites, s'il y a lieu.

Il ne s'agit pas des attaques dirigées contre l'Assemblée, il s'agit des offenses qui peuvent porter atteinte à sa dignité: il ne s'agit même pas d'empêcher les orateurs en circulation d'outrager dans ces festins les membres de l'Assemblée: il s'agit d'empêcher, par la voie de la presse, la publication de ces offenses. C'est là la loi préventive, et elle aura son effet, car, s'écrie-t-on un très beau mouvement d'éloquence M. Lucien Brun, lorsque vous saurez que l'impunité n'est plus acquise à vos offenses, ah! nous vous connaissons, vous vous arrêterez!

A ces mots la droite éclate en applaudissements, la gauche bondit; M. Gambetta ne contient plus sa colère, et personne ne l'ignore, la colère du roi Léon est terrible; après de vigoureux vigoureux, M. Bethmont, comme un jeune taureau paisible d'habitude, mais qu'irrarit atteint une *harmidille de feros*, s'élance à la tribune: "Que dit le gouvernement? Nous voulons savoir ce que pense le gouvernement! Ah! mais, si vous êtes le nombre, nous sommes le droit." Cette fois, c'est le combat sortait des lèvres flagrantes de M. Bethmont étoune un peu! Ne craignez rien, M. Bethmont, il y aura tout à l'heure à votre adresse un peu de sucre candi, même un peu plus de réposé que vous ne le désirez, sans doute.

Mais voilà M. Gambetta qui a parlé d'offenses à l'Assemblée, et c'est pour un fait personnel qu'il réclame. Comment, Seigneur Dieu, on l'a accusé d'avoir commis un délit d'offenses; lui, en cœur si doux, une voix si caressante, une langue si chatte, une parole si réservée! Lui! jamais, jamais! Il s'indigne et proteste, malheureusement il n'est recevable à la tribune, et M. Buffet qui le surveille le rappelle à son fait personnel.

M. Gambetta rugit, il renonce à la parole, il dépose un masse d'armes, dont on se plaignant qu'on veuille l'empêcher de parler, lorsque l'Assemblée discute une loi *contre les hommes*, vous avez entendu; une loi *contre les hommes*, une loi contre un homme, et cet homme, c'est M. Gambetta! Sa dictature l'a grisé, le monde n'a de regards que pour lui, et la loi de rigueur que contre lui; lui seul et c'est assez; ce n'est pas contre M. Brisson ou M. Bethmont que l'on fera jamais une loi; c'est contre lui seul Gambetta, vainqueur de Longchamps et dompteur de Pipe-en-Bois. M. Brisson semble fort surpris d'être ainsi méconnu et M. Bethmont assez découragé, en songeant qu'autrefois on ne se faite pour réprimer ses audaces de langage.

Mais voici M. le garde des sceaux à la tribune! Que dirons-nous de ce discours? Une magnifique improvisation et un chef d'œuvre de clarté et d'élévation; avec quelle netteté il replace le débat sur son véritable terrain; avec quelle vigueur il confond les accusations et réfute les arrogances; avec quelle indignation et quelle fierté il fait justice des fausses interprétations et des insinuations perfides; enfin avec quelles raisons il relève les singulières prétentions libérales de ses adversaires, et quelle magnifique défense il revendique les droits de l'Assemblée, le respect de la loi, et réduit dans cette phrase qui termine son discours, le sentiment général de l'Assemblée: "Non, ce n'est pas nous qui donnerons l'exemple de la violation des droits des minorités; les dictatures sont filles de la licence, et en France ce sont des Républicains qui tyrannisent ou corrompues qui ont enfanté les Césars."

D'où immense acclamation accueille ce discours. La gauche, si violente et si railleuse, demeure consternée. Cette parole honnête, indignée, frémissante d'éloquence et de vérité, a jeté véritablement la confusion dans ses rangs. Le discours de M. Ernoul est un triomphe non-seulement pour la loi qu'il justifie dans toutes ses dispositions, mais encore pour le gouvernement tout entier qui se trouve, à la veille de la prorogation, grandi et raffermi, et qui tire du succès remporté par le garde des sceaux, le légitime profit d'un nouveau gouvernement qui, n'ayant rien à cacher de ses actes, rien à redouter de l'examen de sa conduite et des calomnies de ses adversaires, obtient, à deux jours d'intervalle, de triomphes signalés dans l'Assemblée, et recueille les témoignages multiples de la confiance de représentants du pays.

Après le discours de M. Ernoul, le débat était terminé: M. Gambetta et M. Bethmont cessaient de renouveler leurs attaques, mais l'Assemblée fêtait encore des accents éloquents du garde des sceaux; et l'article unique de la loi est voté par 360 voix contre 253.

Que dirons-nous de ce qui a suivi; M. Cour se livre à une attaque violente contre un magistrat du Var: On le rappelle à l'ordre et tout est fini.

M. Naquet a présenté un article additionnel, demandant que la commission de permanence publie le compte rendu des séances. Les raisons de cet article additionnel s'appuient sur l'opinion émise dans ce sens par M. Dupeyre, rapporteur, au sein du bureau. M. Dupeyre a avec une parfaite raison, répond qu'il n'a rien à répudier des opinions qu'il a pu émettre; mais son opinion n'ayant pas prévalu, son devoir, comme rapporteur, est d'exprimer l'opinion qui a obtenu la majorité dans la commission. Il repousse l'article additionnel. L'Assemblée vote le rejet de la proposition de M. Naquet, et l'ensemble du projet Ernoul est voté.

(La séance du 24 juillet.)

Versailles, 25 juillet.

Décidément nos radicaux ne sont pas heureux dans les campagnes qu'ils entreprennent. L'impression prédominante l'Assemblée par les incidents de la séance d'hier, impression qui trouvera certainement de l'écho dans le pays, en est une nouvelle preuve.

Pour enlever aux radicaux tout prétexte à des scènes scandaleuses, la commission pour l'érection d'une église à Montmartre avait réduit l'article premier aux termes le plus simples; voici la rédaction nouvelle qu'au nom de la commission M. Baze était venu porter à la tribune:

"Art. 1er.— Est déclarée d'utilité publique la construction d'une église sur la colline de Montmartre, conformément à la demande qui en a été faite par l'archevêque de Paris dans sa lettre du 5 mars 1873 adressée au ministre des cultes.

"Cette église, qui sera construite exclusivement avec des fonds provenant de souscriptions sera à perpétuité affectée à l'exercice du culte catholique." (Très bien! très bien!)

En présence de cette rédaction définitive, l'honorable M. Bigot était monté à la tribune et avait déclaré, en termes excellents, qu'il retirait, comme désormais inutile, un amendement présenté par lui et près de 150 membres de la droite et du centre droit. On avait cru que devant la formule nouvelle donnée à la loi, les radicaux auraient la pudeur du silence; on avait compté sans M. Tolain que poursuivait, — et il n'en avait pas besoin,— MM. Challemel Lacour et Lockroy.

Le discours de M. Tolain se trouve énergiquement caractérisé par une interruption du marquis de Grammont.

Voici comment l'*Officiel* rapporte cet incident:

M. le marquis de Grammont.—Le tribune de l'Assemblée nationale n'est pas la tribune du.... (Bruit tumultueux.)

M. Tolain.—Je désire, monsieur de Grammont que vous fassiez insérer votre interruption au *Journal officiel*.

Plusieurs voix : Où ne l'a pas entendue!

M. Tolain.—Je l'ai entendue, moi, et si, demain, on ne la trouve pas dans le *Journal officiel*, j'en demanderai le rétablissement par une réclamation au procès-verbal.

M. le président.—Le procès-verbal ou plutôt le compte-rendu ne doit contenir que ce qui a été entendu.

M. Tolain.—J'ai entendu, moi, monsieur le président! Voulez-vous donc m'obliger à répéter tout haut ce que j'ai entendu?

M. le président.—La sténographie ne doit constater que ce qui a été entendu, non pas par une personne, mais par une grande partie de l'Assemblée. (Oui! oui! — très bien!)

Ce mot que l'*Officiel* n'a pas reproduit, nous pouvons le publier ici: M. de Grammont a dit à M. Tolain: "Ce n'est pas la tribune du *Crapaud volant*." La qualité du discours justifiait cette expression; encore nous permettrons-nous de faire observer à M. de Grammont qu'il y a bien des *crapauds volants* où l'on ne permettrait pas de pareils discours.

L'indignation produite par les paroles de M. Tolain a été générale. M. Bérenger lui a fait l'écho à la tribune, en retirant un amendement qu'il avait proposé à l'article 3. Voici en quels termes il s'est exprimé:

"Après les attaques si violentes, et à mon sens si absolument injustes, dirigées contre la commission, à un moment où elle venait de faire disparaître de son projet les expressions qui pouvaient donner lieu, je croirais que les critiques qui s'élèvent doivent s'effacer."

Ces loyales paroles ont été couvertes d'applaudissements, et elles honorent celui qui, malgré un certain nombre de ses amis politiques, a eu le courage de les prononcer.

La loi venait d'être votée par 400 voix contre 104; l'Assemblée était encore dans un état d'émotion indescriptible. Les paroles provocantes de M. Tolain possèdent encore sur tous les esprits, comme protestation, M. Cazenove de Pradines a cru devoir proposer à la Chambre d'envoyer une délégation de son bureau à la pose de la première pierre de l'église de Montmartre. C'était un cri du cœur; il a été noblement éloquent été, à ce point de vue, les sympathies de la grande majorité de l'Assemblée entouraient M. Cazenove de Pradines, aussi bien voici ce que le *Journal des Débats*, qui n'est pas suspect, dit ce matin dans son compte-rendu :

"M. Cazenove de Pradine a eu le tort de se laisser émouvoir par la discours de M. Tolain: il a proposé, comme réplique, que l'Assemblée envoyât une délégation de son bureau à la cérémonie où l'on posera la première pierre de l'église de Montmartre. Les amis de M. Cazenove de Pradine ont repoussé sa proposition, mais ses ennemis politiques eux-mêmes ont été touchés de l'accent convaincu et profond avec lequel il l'a présentée. Après tout, on nous pardonnera le terme : M. Tolain avait paété en toustic qui ne croit un sentiment, et il avait blessé des sentiments respectables. M. Cazenove de Pradine est monté à la tribune avec un bras mutilé qu'il a perdu sur un champ de bataille, en combattant pour un étranger qui portait le signe du Sacré-Cœur : cela fait une différence."

Mais la proposition de l'honorable M. Cazenove de Pradines ne modifiait-elle pas le caractère que, depuis le commencement de la séance, on s'efforçait de maintenir au projet de loi. C'est la question qu'un membre de la droite, M. de Jouvencel, a portée à la tribune dans un langage plein d'élévation.

On est allé au scrutin, et, comme vous le verrez au compte rendu, les abstentions ont été si considérables, que le scrutin a été nul. Lorsqu'un scrutin est annulé faute de votants, les noms ne figurent jamais au *Journal officiel*, c'est une jurisprudence établie à la Chambre. Cela n'a point empêché M. de Marcère de demander que, contrairement à l'usage établi, le scrutin sur la proposition Cazenove fût publié au *Journal officiel*.

Quel intérêt poussait donc M. de Marcère? Il suffit de lire les journaux radicaux de ce matin pour comprendre à quel double obéissait cet ami de M. Thiers : il voulait savourer le plaisir de constater, par des rapprochements de noms, qu'il y avait eu une division dans la majorité.

Comme on maintient n'ont d'autre espoir que de diviser les forces sur lesquelles repose le gouvernement du 24 mai, M. de Marcère, qui a appris chez M. Thiers à jouer au petit Machiavel, comptait tirer quelque profit de ces dissidences, si elles étaient constatées; pendant qu'il était à la tribune, M. de Kerdrel lui a demandé exactement : "Quel est donc le multiple qui vous pousse?" Et M. Depeyre, se levant, lui a jeté cette rude apostrophe : "M. Béranger parlait tout à l'heure un langage plus conciliant et plus patriotique." M. de Marcère est descendu de la tribune après avoir complétement échoué dans sa petite, mais honteuse campagne.

Les scrutins sont curieux à lire, je vous les recommande. Dans celui par lequel on a voté pour l'article 1er de la loi, la gauche a donné 164 voix, mais pour voter contre l'ensemble de la loi, la gauche n'a plus trouvé que 138 députés qui voulussent suivre jusqu'au bout M. Tolain. M. Barthélemy Saint-Hilaire est naturellement du nombre de ceux qui approuvent M. Tolain et votent avec lui. Cette manifestation du secrétaire de l'ancienne présidence n'a étonné personne.

On sait que les théâtres purs sont résolus à ne pas reculer devant les conséquences de l'alliance qu'ils ont contractée avec les radicaux.

M. Casimir-Périer, moins hardi que M. Barthélemy Saint-Hilaire, peut être aussi moins convaincu, c'est *abstenu*.

Mais le rôle le plus étrange est celui de M. Jules Simon. On sait, en effet, que c'est M. Jules Simon qui avait préparé la question; c'est sous son ministère que la question a été élaborée; c'est lui qui avait promis à l'archevêque la construction de cette église. La loi de 1870 lui permettait de régler cette affaire par un décret : il a préféré déposer un projet de loi, engager la Chambre avec lui. Il redoutait les railleries de la gauche. En voyant contre le projet, hier, l'ancien ministre de M. Thiers a donné la mesure de ses sentiments.

Courrier du Japon.

YOKOHAMA, 8 juillet.

Nous avons appris ces jours ci qu'une insurrection avait éclaté dans le Ken de Tottori. Le 19 juin les maisons des Kocho ont été détruites dans tous les villages, et un malfaiteur japonais, engageant les langues européennes et un assassinat ont été assassinés. La province entière est alarmée. On a envoyé pour dompter la révolte, les mêmes troupes qui l'ont réprimée dans le Ken de Hôjo; mais cela ne l'a pas empêché de s'étendre rapidement. On dit que le nombre des hommes armés est considérable et que leurs chefs ont un but défini, qui peut être formulé comme suit :

1° Retour de l'ancien *Han* et restitution aux Daimios de leurs terres et revenus.

2° Choix des officiers du district parmi les habitants de ce district et non parmi ceux d'un Ken éloigné.

3° Restitution aux *Samouraï* de tous leurs revenus et propriétés.

4 Réduction des impôts de moitié pour trois ans.

5 Respect par le gouvernement des arbres du district environnant.

6 Retour à l'ancien calendrier japonais.

Cette rébellion est marquée, comme d'habitude, par le pillage et l'incendie et par la cessation du travail. On va facilement que son but est le retour à l'ancien régime, chose impossible aujourd'hui. Naturellement, à moins qu'une insurrection contre le gouvernement ne devienne presque universelle ou que les troupes ne fraternisent avec le peuple, l'émeute de Fukuoka sera réprimée. Il en coûtera la vie à quelques-uns et, à l'Etat et au district des sommes considérables.

Les détails suivants sont empruntés à une correspondance du *Nagasaki, Express*.

"Aussitôt après avoir levé l'étendard de la révolte, les émeutiers employèrent des mesures de violence pour forcer les personnes, qui se montraient peu empressées, à entrer dans le mouvement général et à prendre une part active. Ceux qui s'y refusèrent furent durement maltraités et eurent leurs maisons brûlées. L'adoption de cette politique de violence produisit l'effet désiré, car le nombre des révoltés augmenta rapidement et s'éleva bientôt au-delà d'une centaine de mille, tous armés de sabres, de lances en bambou, etc. La révolte a atteint des proportions auxquelles personne ne s'attendait, et a pris incontestablement un caractère très sérieux. Par sa similitude avec celles qui ont lieu dans le nord, elle a presque l'air de faire partie d'une vaste conspiration.

"Le 23 juin courant, les insurgés commencèrent par attaquer les bureaux du gouvernement et tuèrent le plus grand nombre d'officiers locaux ; les quelques-uns qui parvinrent à se sauver, gagnèrent la province de Saga et racontèrent aux autorités de l'endroit ce qui s'était passé; aussitôt celles-ci envoyèrent tous les courriers dont elles pouvaient disposer afin de rétablir l'ordre.

"De bonnes avis, reçus hier matin des contrées révoltées, font monter le chiffre des rebelles à 130,000, composés principalement de paysans, auxquels se sont joints un grand nombre d'individus précédemment employés comme Yakunin par l'ancien gouvernement, et parmi lesquels plusieurs se trouvent dans une position désespérée. On suppose que de sont ces derniers qui sont les instigateurs de la révolte, que de pierre, si dans Robespierre il ne l'est trouvée unie à l'austérité. Du reste, pas de lenteur, de vacillation, pas d'indécision dans les sentiments. Plus d'inquiétude que d'activité, plus de turbulence que d'audace, de la suffisance quelquefois et de l'étourderie, mais l'esprit n'y est pas avait eu davantage dans le cœur."

— M. Louis Blanc, continue le *Figaro*, fait ensuite de la République dans la presse, habile à ruser avec l'opinion, un courtisan heureux de cette portion de la bourgeoisie qui se pique de liberté et d'orgueil national. Il accuse en outre de "n'avoir nul souci du peuple, de ne l'admirer que sur les champs de bataille ou il court se faire tuer, et de ne le juger bon qu'à servir de matière aux combinaisons de ces *spéculateurs insolents* qui, sous le nom usurpé d'hommes d'Etat jouent entre eux des dépouilles du monde."

☞ Il est universellement reconnu qu'il y a beaucoup à gagner à se servir des machines à coudre de Grover et Baker ; ce qui le prouve, d'ailleurs, c'est leur immense succès de vente. Dépôt général pour le Sud, au No 107 de la rue du Canal.

DENTISTES.

Le Dr. Charles E. Kells,
DENTISTE.

Cabinet et domicile, No 14, rue Dauphine, derrière, maison après la rue du Canal.

Extraction des dents, sans souffrance, moyen du gaz hilarant ou protoxide d'azote.
1oct—6f PPM&S.M.

Grande amélioration dans l'art du Dentiste

Un ratelier de DENTS de la manière supérieure sur une nouvelle base pour $25.

J. A. CASADAVANT, D. D. S,
CHIRURGIEN-DENTISTE,
No. 1, rue Remparts, Enceignare Canal.

Pose des DENTS artificielles sur une nouvelle base qui ressemble plus aux gencives naturelles que tout autre, et leure que la base volcanite, et n'occasionne pas comme elle la douleur et la gêne ordinaires aux les opérations dans l'art du Dentiste d'après les procédés les plus perfectionnés, et aux conditions les plus libérales.

☞ Extraction de dents avec le chloroforme. Consultations en anglais, en *Français* et en Espagnol.

Voyez voir la nouvelle base. 1an—1an

66 - - Rue Bienville - - 66
Encoignure Royale.

Dr. L. F. PERRON, Dentiste, tient son Cabinet ouvert de 9 heures du matin jusqu'à 6 et exécute toutes sortes d'opérations dentaires, tant pour la conservation des dents naturelles que pour l'application des dents artificielles si naturelles qu'après quelques jours d'usage on ne s'aperçoit plus du changement. Prix modérés et travail consciencieux.
20 fév—1an

Révolution ! Révolution !
LES DENTS !

$30.....les Ratelliers..... $
—Prix ordinaire $60—
LE DR. GEO. P. MALONEY,
No 150 de la rue du Canal, près la rue Baronne,
avec ou sans l'extraction des racines. Il a reçu le premier prix à la Foire d'Etat. Il refait les vieux ratelliers et garantit son travail. Les prix sont modérés dans partout ailleurs. Extraction de dents sans douleur!
1oct—1an

JOS. BRANDNER.

MARCHAND-TAILLEUR,
34, Rue Bourbon, entre Bienville et Dauphine. 14mars—1an

MARCHAND-TAILLEUR.
PAUL BOISSONNEAU,
(Successeur de Paul Pesquier)
140..... Rue du Canal..... 140
DRAPS ANGLAIS ET FRANÇAIS et autres articles généralement recherchés des meilleurs fabricants. Coupe élégante et représentant toujours la dernière mode. 12avril—2m—3f pcm

Mme LEONCE,
DOCTEUR ASTROLOGUISTE,
venant de Paris,

A L'HONNEUR d'annoncer à ce nombreuse clientèle qu'elle vient de transférer son bureau pour cause d'agrandissement, rue DU CANAL, No. 34, entre Steward et Villeré.

Elle continue à donner par le passé à s'occuper d'affaires commerciales, de mariage, dessera des numéros de loterie. Elle parlera du passé, du présent, de l'avenir, etc.

Mme Léonce traite également par correspondence avec les personnes qui l'honoreront de leur confiance.

Ecrire France P. O. B. 1976,
15 juin—2 m. Nlle-Orléans, La.

PIERRE PAVIA,
CORDONNIER-MÉCANICIEN
(BREVETÉ.)
153..... RUE ROYALE..... 153
Entre St-Pierre et Toulouse.

CHAUSSURES A VIS, système P. P., de tous genres, garanties indéchirables et qui ont obtenu le premier prix, médaille d'or en 1877 et médaille d'argent en 1878, aux deux dernières Foires de la Louisiane.
16juil—1an

Médecin de DAVID PERTTU No 27, RUE.

ATTENDU que le certificat No 116, de dix actions de l'Assurance Hope, de la Nouvelle-Orléans, a été perdu ou égaré, avis est donné que je vais faire application à la Compagnie pour un nouveau certificat.

ISAAC RODRIGUEZ, Administrateur,
Nlle-Orléans, 14 juillet 1878. 15juil—3m

FABRIQUE D'ENCRE D'IMPRIMERIE
De la Vallée du Mississippi.

COLLINS & BAQUIE,
Propriétaires et Fabricants.

Nous offrons au commerce de la Vallée du Mississippi, aux prix du Nord, toute espèce d'encre d'imprimerie. Nous en garantissons la qualité.

Notre fabrique est à Tangipahoa, en Louisiane, sur le Nord du chemin de fer de la Nlle-Orléans. Nlle-Orléans.
22 mai—3m

E. H. REYNES & BRO,
Varieties Alley—Coenen Brabenge Building
Entre Commune et Gravier—

CHANGE sur Paris et Londres
Change à vue sur New York, San Francisco, St. Louis et Chicago aussi.
Remises par dépêches télégraphiques, à Londres, New York et San Francisco. 29 juin—1an

DIVERS.

JARDIN DE MAGNOLIA.

La plus belle et la plus agréable place d'amusement d'été, pour pique-niques de familles, cirques, concerts, etc.

Bonne Cuisine et Bière Fraîche.

Le Jardin est ouvert tous les jours, et de la musique sera entendue tous les soirs.

Les jours de la semaine on aura l'usage du jardin pour rien.

Dans le salon se trouve un beau piano.
15juin—3m RICHARD HOMANN.

Consulat de France
A LA NOUVELLE-ORLÉANS.

AVIS est donné aux ALSACIENS-LORRAINS qui, par l'établissement de leur résidence en, sont, conformément à la déclaration faite à ce Consulat, qu'aux termes d'une décision rendue le 1er octobre 1873, par le Conseil supérieur de l'intérieur, leur enfants mineurs, nés après le 1er octobre 1873, ne sont pas soumis à la loi du recrutement français, sauf dans le cas où ils viendraient résider en France. Ils ne seront donc pas appelés à faire leur service militaire, à moins qu'ils ne viennent eux-mêmes se faire inscrire sur les registres de recrutement français avant l'âge de vingt ans révolus.

Ceux de ces enfants qui, ayant atteint leur vingtième année, ne se seront pas fait inscrire sur les registres de recrutement français, seront considérés comme ayant perdu la qualité de Français, et ne pourront plus la réclamer.

Les jeunes gens qui, ayant atteint leur vingtième année, se seront fait inscrire sur les registres de recrutement français, ne pourront plus, sous aucun prétexte, être admis à réclamer la qualité d'Alsacien-Lorrain.

Ceux